LE 5 NOVEMBRE

ORGANISONS LA GRÈVE PARTOUT

Contre le PLF et PLFSS 2027
POUR DES BUDGETS À HAUTEUR DES BESOINS !

PLF/PLFSS 2027 : le gouvernement présente des budgets de casse sociale

Le gouvernement Macron/Lecornu veut imposer en 2027 des budgets pour l'État et la Sécurité sociale violemment antisociaux :

- 54 milliards d'euros de baisse pour le PLF
- Moins 10 milliards d'euros de baisse pour le PLFSS

➔ Autant de coupes qui menacent directement nos établissements, nos salaires, nos effectifs et les moyens nécessaires pour répondre aux besoins de la population.

➔ Plus largement, c'est une véritable saignée qui s'annonce pour l'Éducation nationale, l'entretien des routes, les services publics.

➔ Les franchises médicales qui augmentent, les indemnités journalières qui baissent, les pensions de retraite gelées, un reste à charge aux salarié·es pour l'utilisation du Compte Personnel de Formation … **Autant de mesures qui vont avoir des impacts concrets sur nos vies et sur notre pouvoir d'achat.**

PLF : PROJET DE LOI DE FINANCES

C'est le budget de l'Etat, duquel découle également les ressources des collectivités locales (tous les services publics nationaux et territoriaux) dont une partie du financement des EHPAD, le financement du secteur du handicap et de la protection de l'enfance.

PLFSS : PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est le budget de la Sécurité sociale qui comprend l'Assurance Maladie, dont le budget des hôpitaux et une partie du financement des EHPAD, l'Assurance Vieillesse, les Allocations Familiales, les Accidents du Travail/Maladies Professionnelles, l'Autonomie.

Les conditions de vie de la majorité de la population se sont déjà beaucoup dégradées avec l'explosion des prix : **nous avons de plus en plus de mal à remplir les frigos, à nous loger, à nous déplacer, à nous chauffer et à nous soigner.**

Le prétexte de tous ces reculs sociaux, c'est de combler la dette construite par les gouvernements successifs au service du grand patronat avec :

- **211 milliards d'aides publiques et de baisses des cotisations sociales** octroyées chaque année sans contrôle ni contrepartie ;
- des cadeaux fiscaux aux plus riches quand le patrimoine des 500 familles les plus riches de France représente 42 % du PIB du pays et **a doublé ces 10 dernières années !**

64 milliards d'euros, c'est en moyenne, la rémunération en brut de 1 million de fonctionnaires sur 1 an !

Les représentant·es du « grand » patronat applaudissent ce budget de « guerre sociale » et demandent même de l'amplifier. Sans complexe, ils demandent à toute la population de « faire des économies » tout en refusant de toucher aux profits des grands groupes et aux revenus des actionnaires.

On nous demande de payer la facture pendant que les plus riches continuent de s'enrichir !

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 88

Fédération CGT Santé et Action Sociale - 10/2026 Ne pas jeter sur la voie publique.

La dette, ce sont leurs profits :

- L'État et la Sécurité sociale doivent financer des besoins collectifs essentiels. Ces derniers sont couverts grâce à des emprunts à des taux d'intérêt qui grimpent et qui enrichissent au final les banques.

Un budget qui fait des choix : des milliards pour l'armée, des économies sur nos vies !

- Alors que le PLF et le PLFSS 2027 mènent une guerre sociale qui va impacter nos vies, le projet de loi de finances prévoit une hausse de la dotation de la Défense de 6,4 milliards d'euros, qui atteindra 63,4 milliards d'euros en 2027 ! La loi de programmation militaire (LPM), votée en 2023, cadre le budget des Armées pour la période 2024-2030 et projette d'atteindre 68 milliards d'euros de budget annuel en 2030 !

Des milliards pour la guerre, mais des restrictions pour nos salaires, nos hôpitaux, nos écoles et nos services publics : ces choix ne sont pas une fatalité !

Depuis plusieurs semaines, la jeunesse et les lycéen·nes ont ouvert la voie d'une lutte d'ampleur à partir de leurs revendications, qui rejoignent celles des travailleur·euses actif·ves et retraité·es **pour leur avenir, pour le développement des services publics, contre la répression d'État et les politiques discriminatoires.**

Ensemble, travailleur·euses, étudiant·es, lycéen·nes, nous pouvons faire reculer le gouvernement !

Rien ne remplace l'intervention des travailleurs et des travailleuses par la grève !

Il faut mettre à l'arrêt le pays dans l'unité à partir du jeudi 5 novembre en décidant dans chaque entreprise, chaque établissement, chaque service, des arrêts de travail pour faire reculer le gouvernement sur les budgets et exiger des augmentations de salaires.

EXIGEONS :

- *L'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux de 20 %*
- *Le retrait des 54 milliards d'euros d'économie sur le PLF et des 10 milliards sur le PLFSS*
- *L'égalité salariale entre les femmes et les hommes avec la reconnaissance des qualifications*
- *La reconnaissance de la pénibilité*
- *Des créations massives d'emplois*

L'ARGENT EXISTE POUR FINANCER CES MESURES :

- *Orienter le budget militaire pour le maintien de la paix et non pour promouvoir la guerre*
- *Arrêt des 211 milliards d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales*

LE 5 NOVEMBRE, TOUS ET TOUTES EN GRÈVE !

UNE SEULE SOLUTION :
ARRÊTONS TOUTES LES ACTIVITÉS DU PAYS.

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 88